

11

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE NANTES

N°1500180

ASSOCIATION BRETAGNE VIVANTE et
ASSOCIATION FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Pierre Emmanuel Simon
Rapporteur

Le tribunal administratif de Nantes
(6ème Chambre)

Mme Picquet
Rapporteur public

Audience du 26 janvier 2017
Lecture du 23 février 2017

44-05
C

Vu la procédure suivante :

Par une requête ci des mémoires enregistrés les 8 janvier, 11 mai et 9 septembre 2015, 2 septembre et 26 octobre 2016, l'association Bretagne Vivante et l'association France Nature Environnement Pays de la Loire demandent au Tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 1^{er} décembre 2014 du préfet de la Loire-Atlantique portant dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées pour la réalisation de travaux d'aménagement de la zone commerciale de la Hirtais sur le territoire de la commune de Saint-Anne-sur-Brivet ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 1 500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elles soutiennent que :

- l'arrêté attaqué est insuffisamment motivé ;
- l'arrêté attaqué est entaché d'erreur de droit au regard du c) du 4^e de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, dès lors que le projet litigieux ne revêt pas une raison impérative d'intérêt public majeur.

Par des mémoires en défense enregistrés les 29 juin 2015 et 6 septembre 2016, le préfet de la Loire-Atlantique, représenté par Me Rouhaud, conclut au rejet de la requête et à ce qu'une

N° 1500180

somme de 3 000 euros soit mise à la charge des associations requérantes au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- la requête de l'association Bretagne Vivante est irrecevable, dès lors qu'elle ne justifie pas d'un intérêt à agir ;
- aucun des moyens invoqués par les associations requérantes n'est fondé.

Par des mémoires enregistrés le 17 septembre 2015 et le 23 novembre 2016, la SAS Brière Distribution, représentée par Me Schlegel, conclut au rejet de la requête et à ce qu'une somme de 3 000 euros soit mise à la charge des associations requérantes au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'environnement ;
- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de M. Simon,
- les conclusions de Mme Picquet, rapporteur public,
- et les observations de M. Ecorchard, représentant, l'association Bretagne Vivante et l'association France Nature Environnement Pays de la Loire, et de Me Bégin substituant Me Rouhaud, représentant la préfecture de la Loire-Atlantique et de Me Schlegel, substituant Me Courrech, représentant la SAS Brière Distribution.

1. Considérant que, dans le cadre d'une opération visant au transfert d'un supermarché et de la construction d'un centre commercial au lieu dit « la Hirtais » sis sur le territoire de la commune de Sainte-Anne sur Brivet (44), la SAS BRIERE DISTRIBUTION a présenté une demande de dérogation au régime de protection des espèces institué par l'article L. 411-1 du code de l'environnement en vue, notamment, d'abattre et de déplacer sur des parcelles appartenant à ladite commune douze arbres abritant une population active de Grands Caprimoges (*Cerambyx Cerdio*) et sept arbres à population éteinte ayant abrité des sujets de la même espèce ; que, par un arrêté du 1^{er} décembre 2014, le préfet de la Loire-Atlantique a accordé la dérogation sollicitée ; que, par leur requête, les associations Bretagne Vivante et France Nature Environnement Pays de la Loire demandent au Tribunal d'annuler ledit arrêté ;

Sur la fin de non-recevoir opposée en défense :

2. Considérant qu'aux termes de l'article 1^{er} de ses statuts, l'association Bretagne vivante a notamment pour objet de « *sauvegarder dans les déplacements des Côtes d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Morbihan (...) la faune et la flore naturelles en même temps*

que les milieux dont elles dépendent (rochers, paysages, sols et eaux) lorsque leur conservation s'impose par suite d'un intérêt scientifique, économique ou esthétique caractérisé » et de « protéger de l'extinction les espèces animales et végétales menacées » ; que, contrairement à ce que soutient le préfet en défense, son objet statutaire est ainsi suffisamment défini ; que, par suite, compte tenu des atteintes portées à des populations de Grands Caprimaques, espèce protégée au sens des dispositions de l'article L. 411-1 du code de l'environnement, le préfet de la Loire-Atlantique n'est pas fondé à soutenir que l'association Bretagne Vivante n'a pas intérêt à agir ;

Sur les conclusions à fin d'annulation :

3. Considérant qu'en vertu de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, qui transpose l'article 16 de la directive du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, il peut être dérogé au système de protection stricte et aux interdictions résultant des articles 12, 13, 14 et 15 points a) et b) de la directive, transposées en droit interne par l'article L. 411-1 du code de l'environnement « à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : (...) / c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement » ; que l'absence de l'une de ces trois conditions, qui sont cumulatives, fait obstacle à ce que la dérogation puisse être légalement accordée ;

4. Considérant qu'il résulte des termes de la demande « de dérogation litigieuse que le projet d'aménagement de la zone commerciale de « la Hirtais doit générer une cinquantaine d'emplois directs ainsi que l'équivalent de cinq cents emplois indirects pendant les quinze mois de sa réalisation ; que le déplacement de l'hypermarché actuellement situé sur le territoire de la commune de Pontchâteau doit également, selon le même document, permettre une requalification urbaine du secteur avec la création de quatre cents logements et conforter ladite commune comme « pôle d'équilibre d'intérêt départemental » ; que, toutefois, en dépit de ce que le schéma de cohérence territoriale (SCOT) du pays de Pontchâteau/ Saint-Gildas-des-Bois qualifie effectivement le secteur de Pontchâteau de « pôle d'équilibre d'intérêt départemental » et mentionne que celui-ci doit se doter d'un pôle commercial complémentaire du centre-ville et que, compte tenu des perspectives d'augmentation de la population dudit secteur à hauteur de 25% telle qu'elle résulte des prévisions de l'INSEE, une offre commerciale dynamique est indispensable afin de répondre aux attentes actuelles et futures de ses résidents, ce même document indique que les surfaces à urbaniser inscrites dans les documents d'urbanisme sont globalement suffisantes à l'échelle du territoire pour satisfaire les besoins en termes de logement ; qu'il résulte également du plan d'aménagement et de développement durables dudit SCOT que, sur les 323 hectares de zones d'activités présents sur la communauté de communes, seuls 110 hectares sont actuellement occupés ; qu'en outre, les décisions de la commission départementale de l'aménagement commercial favorables au projet de dénnement de l'hypermarché susmentionné ont été respectivement annulées par la commission nationale de l'aménagement commercial les 12 octobre 2011 et 11 septembre 2012 ; que, dans ces conditions, compte tenu de l'intérêt purement local du projet, lequel ne s'inscrit pas dans un contexte économique particulièrement défavorable, les associations requérantes sont fondées à soutenir que la dérogation litigieuse n'est pas justifiée par une raison impérative d'intérêt public majeur au sens du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement et que le préfet a ainsi entaché l'arrêté attaqué d'erreur d'appréciation ;

5. Considérant qu'il résulte de ce qui précède, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête, qu'il y a lieu d'annuler l'arrêté attaqué ;

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

6. Considérant, en premier lieu, que ces dispositions font obstacle à ce que soient mises à la charge des associations requérantes, qui ne sont pas la partie perdante à la présente instance, les sommes que demandent l'Etat et la société Brière Distribution au titre des frais exposés par eux et non compris dans les dépens ;

7. Considérant, en second lieu, que, dans les circonstances de l'espèce, il y a lieu de condamner l'Etat à verser à l'association Bretagne Vivante et à l'association France Nature Environnement Pays de la Loire une somme globale de 750 euros au titre des frais exposés par elles et non compris dans les dépens ;

DECIDE :

Article 1^{er} : L'arrêté du 1^{er} décembre 2014 du préfet de la Loire-Atlantique portant dérogation aux interdictions de destruction d'espèces protégées pour la réalisation de travaux d'aménagement de la zone commerciale de « la Hirtais » sur le territoire de la commune de Saint-Anne-sur-Brivet est annulé.

Article 2 : L'Etat versera à l'association Bretagne Vivante et à l'association France Nature Environnement Pays de la Loire une somme globale de 750 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Les conclusions présentées par l'Etat et la société Brière Distribution au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à l'association Bretagne Vivante, à l'association France Nature Environnement Pays de la Loire, à la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat et à la société Brière Distribution.

Copie en sera adressée au préfet de la Loire-Atlantique.

Délibéré après l'audience du 26 janvier 2017, à laquelle siégeaient :

M. Chupin, président,
M. Livenais, premier conseiller,
M. Simon, conseiller.

Lue en audience publique le 23 février 2017.

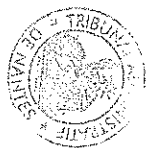
Le rapporteur,

Le président,

P.-E. SIMON

P. CHUPIN

Le greffier,



A. GUINEL

La République mandate et ordonne
à la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations
internationales sur le climat
en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis
en ce qui concerne les voies de droit commun
contre les parties privées, de pourvoir
à l'exécution de la présente décision.
Pour expédition conforme,
Le greffier,

Audrey GUINEL

